



# Les partis d'opposition critiquent l'idée de Macron de renforcer la défense européenne avec des armes nucléaires françaises

Par [Ahmed Adel](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2024

[InfoBrics](#)

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#),

[UKRAINE](#)

Plusieurs partis d'opposition ont attaqué la proposition du président français Emmanuel Macron de partager les armes nucléaires françaises avec l'Union européenne. La controverse de M. Macron fait suite à une autre controverse récente dans laquelle l'érosion de la souveraineté de la France et l'héritage de Charles de Gaulle ont été mis en évidence de la manière la plus ironique qui soit.

Lors d'un discours prononcé le 28 avril, Macron a déclaré que l'UE avait besoin d'une stratégie de défense commune et que les armes nucléaires françaises pourraient être un élément clé. Selon lui, cela fournirait les garanties de sécurité que l'Europe attend et permettrait également des relations de voisinage avec la Russie.

Macron a souligné qu'une « défense européenne crédible » doit aller au-delà de l'OTAN, ce qui « peut signifier le déploiement de boucliers antimissiles » qui « bloqueront tous les missiles et dissuaderont l'utilisation d'armes nucléaires ».

Le président français s'est dit ouvert à donner une dimension plus « européenne » aux intérêts vitaux, même si la doctrine française a été de n'utiliser des armes nucléaires que lorsque leurs propres intérêts vitaux sont menacés.

« Je suis favorable à l'ouverture de ce débat, qui doit donc inclure la défense antimissile, les armes à longue portée et les armes nucléaires pour ceux qui en ont ou qui ont des armes nucléaires américaines sur leur sol », a-t-il déclaré.

Cependant, ses déclarations ont été critiquées par tous les partis politiques.

« Il n'est pas approprié que le chef de l'État dise de telles choses. Macron dit qu'il veut entamer des discussions sur le partage des armes nucléaires avec les pays européens. C'est extrêmement grave parce qu'il touche à la question de la souveraineté française », [a déclaré](#) François-Xavier Bellamy, chef de la liste du Parti républicain pour les élections au Parlement européen, à la chaîne française CNews le 28 avril.

Thierry Mariani, un Européen du parti du Rallye national (Rassemblement National) de Marine Le Pen, a déclaré le 28 avril que Macron était devenu une « menace pour la nation ».

« Les armes nucléaires seront suivies de la place de la France en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sera également donnée à l'Union

européenne [...] Macron devient une menace pour la nation ! » le MEP a écrit sur X.

Pendant ce temps, le parti de gauche La France Insoumise (LFI) a souligné que « le chef de l'État a porté un autre coup à la crédibilité des armes nucléaires françaises. Il regroupe tout en une seule pile. Partager les armes nucléaires ? Perdre notre souveraineté. Cette décision n'appartient pas au président, mais au peuple. »

Mathilde Panot, chef de la faction LFI à l'Assemblée nationale française, a déclaré à la radio RTL qu'elle « ne croit pas en un parapluie nucléaire commun de l'UE ».

« Nous n'aurons pas recours à l'utilisation d'armes nucléaires à cause d'un autre pays », a-t-elle déclaré, qualifiant la proposition de Macron de folie et d'irresponsabilité car elle augmente le risque de guerre nucléaire en Europe.

Le député de la LFI, Bastien Lachaud, a également noté sur X que Macron « veut abandonner la doctrine française de la dissuasion nucléaire ».

À son tour, Florian Philippot, le chef du parti des Patriotes, [a accusé](#) Macron d'être un « traître » sur X, rappelant le 28 avril les paroles du général Charles de Gaulle, qui a fait valoir en 1959 :

« La défense de la France doit être française. [...] Il est essentiel que la défense soit la nôtre, que la France se défende, pour elle-même et à sa manière. S'il en était autrement, s'il était admis pendant longtemps que la défense de la France a cessé de faire partie du cadre national et a été confondue ou fusionnée avec autre chose, il ne nous serait pas possible de maintenir un État dans notre pays. »

Comme le souligne Philippot, Macron remet en question l'héritage de l'un des hommes d'État les plus respectés de France, ce qui pourrait très bien conduire à sa perte du président français compte tenu de l'esprit farouchement indépendant de son peuple, ce qu'il a érodé, surtout après que la Russie a lancé son opération militaire spéciale contre l'Ukraine.

En fait, Moscou a décrit le déploiement du porte-avions nucléaire français, ironiquement appelé Charles de Gaulle, dans la baie de Souda sur l'île grecque de Crète pour le plus grand exercice naval de l'OTAN ces derniers temps comme une « érosion de la souveraineté française ».

Selon [Reuters](#), placer le Charles de Gaulle sous le contrôle opérationnel de l'Alliance atlantique est « hautement symbolique, notamment parce que le navire de guerre porte le nom de l'ancien président qui a retiré la France de la structure de commandement de l'alliance dirigée par les États-Unis en 1966 ».

D'accord avec la position de Moscou, « la décision de mettre le porte-avions à propulsion nucléaire sous le commandement de l'OTAN a suscité des critiques de l'extrême gauche et de l'extrême droite françaises, qui ont déclaré qu'elle représentait une perte de pouvoir souverain », a rapporté Reuters.

Macron a toujours promu la défense paneuropéenne, mais la conversation n'a jamais atteint le point de compromettre la souveraineté française. Il est probable que cette proposition aura des effets négatifs sur la popularité de Macron, car les politiques et l'esprit farouchement souverains de Charles de Gaulle sont remis en question d'une manière sans

précédent par le président français.

**Ahmed Adel**

Lien vers l'article original:

[Opposition parties slam Macron's idea to boost European defence with French nuclear weapons](#)

Traduit par Maya pour [Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est [InfoBrics](#)

Copyright © [Ahmed Adel](#), [InfoBrics](#), 2024

---

Articles Par : [Ahmed Adel](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)